

Service instructeur
Direction des Finances

1ère Commission - N° 2007/VI - 1^{er}/23

Service consulté

ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2008

Résumé : Le rapport relatif aux Orientations Budgétaires vous est soumis en vue du débat prévu par les dispositions de l'article L.3312-1 du CGCT.

Les travaux, l'effort d'équipement de la collectivité et l'aide indirecte à l'investissement de nos partenaires continuent d'être très soutenus. Ils contribuent fortement au développement économique et à la création de richesses de notre territoire.

Les dépenses d'aide sociale sont en augmentation, ainsi que les dépenses liées à la Décentralisation Acte II (personnels TOS et DDE), et ceci avec une compensation financière seulement partielle de l'Etat.

A ce stade de nos travaux, réflexions et arbitrages menés dans le cadre des Commissions thématiques, le projet du budget pour 2008 avoisine les 813 M€ en recettes (sur la base d'un volume prévisionnel d'emprunt identique à celui du BP 2007), soit une progression de 4,5 % par rapport au BP 2007, et environ 848 M€ en dépenses (soit une hausse de 9,1 % par rapport au BP 2007), d'où une « impasse » légèrement supérieure à 35 M€.

Notre débat devrait contribuer à définir la stratégie financière à retenir par le Département, et préciser les enjeux de l'équilibre financier du Budget Prévisionnel 2008.

SOMMAIRE

Orientations Budgétaires 2008

I.	LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE	p. 3
	a) Contexte international et national	p. 3
	b) Contexte local et régional	p. 3
II.	LA SITUATION FINANCIERE ET LES RECETTES DU DEPARTEMENT	p. 5
	a) Rappel des données historiques	p. 5
	b) Evolution de la fiscalité directe du Département du Haut-Rhin	p. 6
	c) Evolution des recettes de fonctionnement pour l'année 2008.....	p. 7
	✓ La fiscalité directe	p. 7
	✓ La fiscalité indirecte	p. 7
	✓ Les dotations de fonctionnement.....	p. 8
	✓ La taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA)	p. 8
	✓ Autres ressources de fonctionnement	p. 8
	d) Evolution des recettes d'investissement pour l'année 2008.....	p. 9
	✓ Les dotations d'investissement.....	p. 9
	✓ Subventions, participations et autres recettes	p. 9
	✓ L'emprunt.....	p. 10
III.	ORIENTATIONS DES DEPENSES	p. 11
	a) Les dépenses	p. 11
	✓ Les dépenses de fonctionnement	p. 11
	✓ Les dépenses d'investissement	p. 11
	b) La coopération départementale Haut-Rhin/Bas-Rhin	p. 12
	c) Approche de l'équilibre global.....	p. 13
	✓ Situation des Autorisations de Programmes.....	p. 13
	✓ Recherche d'équilibre du Budget Primitif 2008	p. 14

I. LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

a) Contexte international et national

Dans la lignée des trois années précédentes, 2006 a été un excellent millésime pour l'activité et le commerce mondial. La croissance mondiale s'est établie à 5 % en moyenne sur l'année (+ 4,5 % en 2005). La perte progressive du dynamisme de l'économie américaine, confrontée au retournement du marché de l'immobilier, a été amortie par le regain d'activité de la zone euro et le maintien d'une croissance robuste en Asie.

La zone euro a renoué en 2006 avec une expansion vigoureuse (+ 2,7 %, contre + 1,4 %) après deux années de croissance molle. Le rebond de l'activité a été particulièrement net en Allemagne et en Italie, où la croissance avait été faible en 2005 (respectivement + 2,7 % et + 1,9 %, après + 0,9 % et 0,1 % l'année précédente).

La croissance française a retrouvé plus de tonus en 2006 : le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 2,0 % après + 1,7 % en 2005, demeurant en deçà de la moyenne des pays de la zone euro. La demande intérieure est restée le socle de l'activité. Cependant, au deuxième trimestre 2007, la contre-performance inattendue du PIB européen de + 0,3 % contre 0,6 % prévus (en France : 0,3 % au 2^{ème} et 0,5 % au 1^{er} trimestre 2007) se rajoute aux incertitudes liés aux répercussions d'une crise financière sur l'économie réelle.

Le solde extérieur a continué à freiner l'activité en 2006 mais a un degré moindre compte tenu du redémarrage des exportations (+ 5,5 %).

La consommation des ménages est restée dynamique en 2006 (+ 2,1 %, après 2,2 %). Leurs investissements en logement sont toujours bien orientés, bien qu'en retrait après une année de forte croissance.

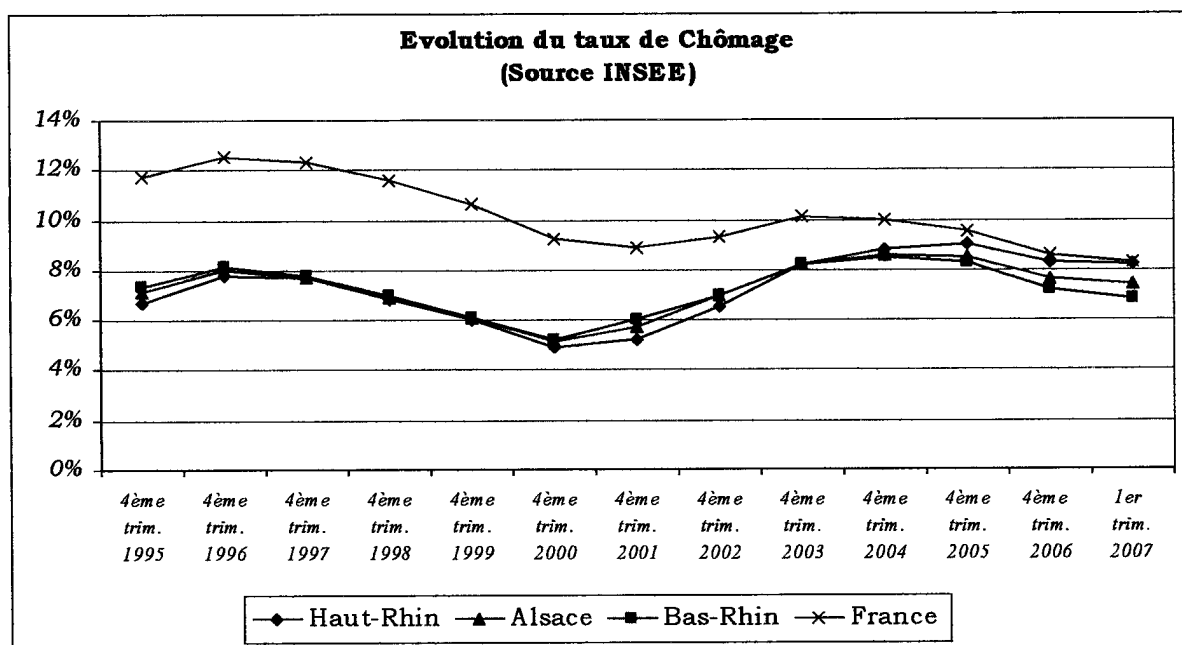
A observer aussi que la baisse de régime de l'industrie automobile en France s'accroît en 2006 : la production diminue de 5,7 % en volume, après - 1,6 en 2006. Pour la première fois, les constructeurs français ont produit plus de véhicules à l'étranger qu'en France. La chute de l'emploi salarié amorcée en 2005 s'amplifie en 2006 : elle est plus forte que dans l'ensemble de l'industrie manufacturière.

b) Contexte local et régional

En attendant les ajustements statistiques, envisagés dès cet automne, l'évolution des chiffres (provisoires) du chômage en Alsace (7,4 %), confirme l'amélioration de la situation de l'emploi amorcée il y a plus d'un an. La situation du chômage apparaît évoluer favorablement dans le Bas-Rhin (6,8 %), alors que dans le Haut-Rhin, hormis pour la zone de Colmar, sa résorption est plus difficile (8,2 %).

L'emploi salarié privé a connu une érosion continue depuis 2002. En 2006, il enregistre une baisse de 0,3 %. Tirés vers le haut par les secteurs de la construction et des services, les effectifs salariés chutent dans l'industrie (- 2,8 %), principalement dans les secteurs automobile et des biens intermédiaires.

Au 1^{er} trimestre 2007, l'emploi salarié a enregistré une évolution de + 0,2 %. Toutefois, l'évolution sur un an reste négative (- 0,5 %) dans le Haut-Rhin. Malgré le dynamisme dans la construction (+ 2,6 % sur un an) et le secteur des services (+ 0,9 %), l'emploi recule encore à un rythme annuel de - 4 % dans l'automobile et - 4,4 % dans des biens intermédiaires.



Les créations d'entreprises en Alsace ont progressé en 2006 de 5,5 % (+1,7 % au niveau national) particulièrement dans le commerce et les services. Trois entreprises créées sur dix l'ont été avec l'aide du dispositif « ACCRE » (Aide aux Chômeurs Créateurs ou Repreneurs d'Entreprises), par des chômeurs ou personnes dont le revenu avant la création était inférieur au Smic.

Le nombre de défaillances d'entreprises en Alsace a baissé de 4,6 % en 2006, cependant le taux reste l'un des plus élevés des régions de France avec 2,3 %.

Le nombre « d'allocataires » du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) payés dans le Haut-Rhin a diminué de 2,2 % sur un an, passant de 9 356 à 9 150 personnes en juin 2007. Le nombre total de « bénéficiaires » du RMI a progressé de 4,49 % sur la même période, soit 12 027 personnes en juin 2007.

Après une année 2005 déficitaire, le solde commercial de l'Alsace redevient excédentaire en 2006, grâce à la remontée des exportations alsaciennes de près de 17 % par rapport à l'année 2005.

Même si l'Union Européenne, (74 % des exportations) avec en particulier l'Allemagne (28 %), reste notre principal partenaire, les exportations vers l'Asie sont de plus en plus dynamiques : les exportations vers la Chine ont progressé de 44 % en 2006. Les secteurs de la chimie, de la métallurgie et de l'industrie automobile (après une chute en 2005) contribuent principalement à ce bon résultat.

Après plusieurs mois de baisse, les mises en chantier, en France, sont reparties à la hausse en juillet. Il reste qu'en Alsace les principaux signaux ne sont guère positifs. Ainsi le nombre de permis de construire pour les logements est en baisse de 13,3 % en juillet sur les 12 derniers mois.

Le stock non négligeable d'appartements mis sur le marché est une des raisons de la stabilisation des prix au m² dans le neuf, alors que durant les cinq dernières années, ils avaient augmenté de 40 %. En revanche, la construction de locaux d'activité est en croissance de 12 % en 2006.

La diminution du nombre de nuitées dans l'hôtellerie alsacienne atteint 4 % en 2006, liée à la baisse de fréquentation étrangère, mais aussi au recul de la clientèle française. Seuls les hôtels haut de gamme voient leur fréquentation augmenter.

En ce qui concerne nos voisins, la reprise dans le Bade-Wurtemberg s'accélère en 2006 avec l'augmentation du PIB en valeur réelle de 3,5 %, et seule la Saxe connaît une croissance supérieure (4 %). La progression des valeurs ajoutées dans l'industrie et le bâtiment avoisine les 6 %.

La Suisse affiche en 2006 une croissance du PIB de 2,7 % contre 1,9 % un an plus tôt. Le chômage ne touche plus que 3,3 % de la population active.

Le nombre de frontaliers dans les quatre cantons suisses limitrophes (Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Soleure, Argovie) a évolué de + 4,57 % entre janvier 2004 et juin 2007 (Office fédéral de la statistique en Suisse). Pendant cette période, le nombre des frontaliers allemands a progressé de + 17,8 %, tandis que les français ont perdu - 5,4 %. Outre les compétences requises, la langue reste l'un des critères clés du recrutement.

II. LA SITUATION FINANCIERE ET LES RECETTES DU DEPARTEMENT

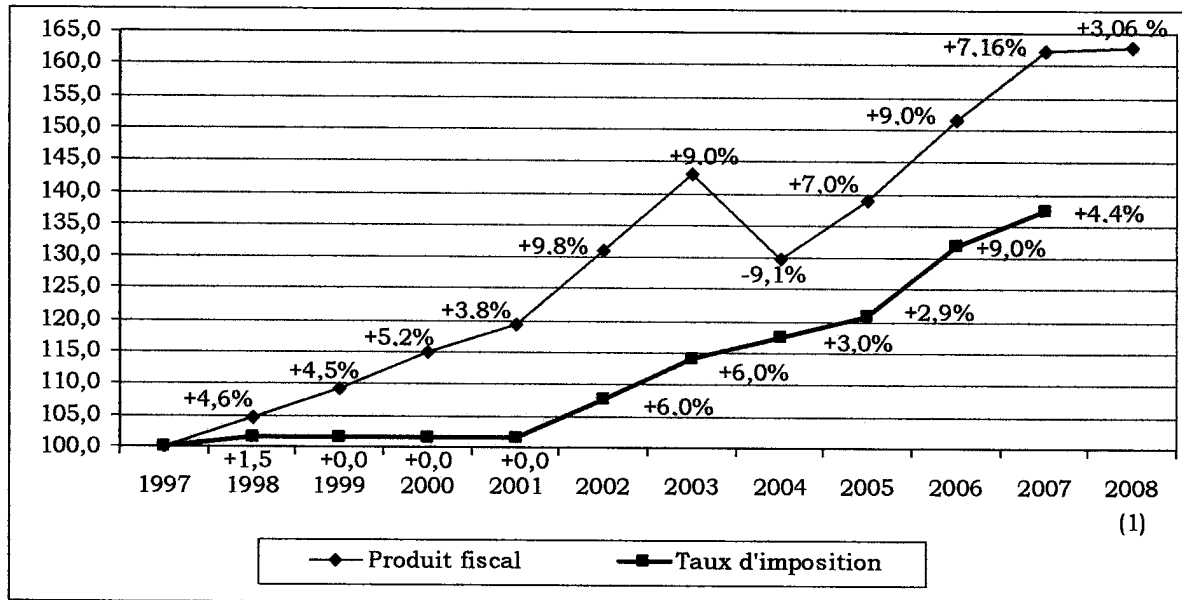
a) Rappel des données historiques

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Evolution 2006/2005	2007
Budget total	466,7	487,7	544,4	584,2	601,9	673,3	+ 44,3 %	777,3
Recettes de fonctionnement	377,7	402	446,1	493,6	514,5	571,6	+ 51,3 %	553,3
Dépenses de fonctionnement	241,4	268,9	285	330,2	358,2	404,4	+ 67,5 %	458,4
Recettes d'investissement	89,0	85,7	98,3	90,6	87,4	101,7	+ 14,3 %	224,0
dont : Emprunts	19,6	47,6	36,0	30,0	30,0	15,0	- 23,5 %	125,0
Dépenses d'investissement	201,6	186,9	228,4	219,9	212	282,2	+ 40,0 %	318,9
Autofinancement brut	136,3	133,1	161,1	163,4	156,3	167,6	+ 23,0 %	94,9

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Evolution 2006/2005	2007
Recettes de fonctionnement	377,7	402,0	446,1	493,6	514,5	571,6	+ 51,3 %	553,3
Fiscalité directe + indirecte	242,9	256,5	277,1	261,6	282,8	317,6	+ 30,8 %	317,6
<i>Fiscalité directe</i>	193,5	211,5	229,2	208,9	225	252	+ 30,2 %	259,2
<i>Fiscalité indirecte</i>	49,4	45,0	47,9	52,7	57,8	65,7	+ 33,0 %	58,4
Dotations de fonctionnement	84,8	91,9	94,5	126,5	118,4	122,9	+ 44,9 %	124,8
<i>Versement APA/ CNSA</i>		4,6	11,4	9,9	7,6	15,1		14,9
<i>Compensation RMI/ Etat</i>				28,9	34	35,4		34,0
<i>T.S.C.A.</i>					11,4	13,4		27,2
Autres rec. de fonctionnement	24,3	29,9	40,7	72,6	60,3	68,2	+ 180,7 %	34,8
Résultat reporté	25,7	23,7	33,8	32,9	32,1	31,7	+ 23,3 %	

b) Evolution de la fiscalité directe du Département du Haut-Rhin

Variation du produit fiscal et variations des taux :



(1) 2008 : Produit estimé en rapportant les taux 2007 aux bases estimées 2008, les taux 2008 seront décidés lors du vote du BP.

Tableau des évolutions de nos recettes fiscales :

Produit fiscal en M€	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	(1) 2008
Produit fiscal notifié*	158,9	166,2	173,6	182,6	189,8	208,16	226,84	206,3	220,7	240,5	257,7	265,6
Variation en %		+ 4,60%	+ 4,50%	+ 5,20%	+ 3,90%	+ 9,70%	+ 9,00%	- 9,10%	+ 7,00%	+ 9,00%	+ 7,16%	+ 3,07%
Variation en volume		+7,3	+7,4	+9,0	+7,2	+18,4	+18,7	-20,6	+14,4	+19,8	+17,2	+7,9
Base 100 (1997)	100	104,6	109,3	115	119,5	131,1	142,9	129,9	139	151,5	158,2	163

* Y compris des allocations compensatrices: abattement général de 16% des bases de la TP, personnes de condition modeste pour la TH etc.

Taux d'imposition	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Variation par an en %		1,50%	0,00%	0,00%	0,00%	6,00%	6,00%	3,00%	2,90%	9,00%	4,40%	
Base 100 (1997)	100	101,5	101,5	101,5	101,5	107,6	114	117,4	120,8	131,7	137,5	

c) Evolution des recettes de fonctionnement pour l'année 2008

Les recettes s'élèvent à 580,1 M€, en progression de 4,83 % par rapport au BP 2007.

✓ La fiscalité directe

Avec des bases prévisionnelles en hausse de 3,38 % et (à ce stade des travaux) la reconduction des taux, la recette de fiscalité directe estimée s'élève à 265,4 M€ incluant des compensations estimées à 8,5 M€, soit un gain de 2,5 % par rapport au BP 2007. Ce montant intègre la réfaction - restitution de produit à concurrence de 10,0 M€, en application de la réforme de la taxe professionnelle instituée par la LFI 2006, qui limite à 3,5 % de la valeur ajoutée dégagee l'assujettissement à l'impôt local total concerné dû par les entreprises.

Progression estimée des bases 07/08

TH	+ 3,00%
TFB	+ 2,79%
TFNB	+ 3,46%
TP	+ 3,74%

Compte tenu de la réforme de la taxe professionnelle, une hausse d'un point de fiscalité occasionne un produit supplémentaire d'environ 1,8 M€ au titre des quatre taxes directes locales.

Bases nettes estimées pour 2008	Taux pour 2007	Produit	taux + 1%	
			Taux	Produit
TH 680 638 000	6,96%	47 372 000	7,03%	47 846 000
TFB 728 915 000	7,59%	55 325 000	7,67%	55 878 000
TFNB 1 753 000	35,93%	630 000	36,29%	636 000
TP plafonnée (63,5%) 1 219 439 000	7,49%	93 848 000	7,49%	94 056 000
TP libre 700 641 000	8,52%	59 695 000	8,61%	60 291 000
Total		256 870 000		258 707 000
Allocations compensatrices		8 539 000		8 539 000
Total attendu		265 409 000		267 246 000

soit + 1 837 000

Situation comparative des taux

Taux de la fiscalité directe locale

2007	Haut-Rhin	Bas-Rhin	Vosges	Belfort	France entière 2007	France métropole 2007
TH	6,96%	8,10%	10,17%	8,40%	6,98%	6,97%
TF	7,59%	7,38%	13,83%	9,56%	9,88%	9,83%
TFNB	35,93%	36,85%	24,65%	9,61%	23,38%	23,76%
TP	8,52%	7,63%	9,00%	11,92%	8,36%	8,38%

✓ La fiscalité indirecte

A 68,5 M€, la recette estimée est en hausse de 17 % par rapport aux prévisions 2007.

Droits de mutation : 62 M€.

En hausse par rapport à 2007, la prévision de recette tient compte de la réalité des encaissements escomptés en 2007, soit un montant identique aux crédits votés de l'exercice en cours (BP + DM). Elle est liée à l'état du marché de l'immobilier constaté en Alsace. Son évolution favorable résulte de la bonne tenue du marché de l'immobilier dans notre département.

Taxe sur l'électricité : 6,1 M€

Le recouvrement prévisionnel de cette taxe est identique, pour 2008, aux prévisions du BP 2007.

Taxe CAUE : 0,4 M€

La taxe affectée au financement du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE), est estimée à 0,4 M€ prévus en recettes et en dépenses.

✓ Les dotations de fonctionnement

La dotation globale de fonctionnement (DGF) et la dotation générale de décentralisation (DGD) sont estimées à 127,8 M€, en hausse de 2 % par rapport au montant 2007 notifié.

✓ La taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA)

La T.S.C.A. est évaluée à 30,0 M€. Elle change à nouveau de périmètre, avec la prise en compte à concurrence de 5,2 M€ des personnels de la Direction Départementale de l'Équipement (DDE) intégrés au Département en 2008.

✓ Autres ressources de fonctionnement

Estimées à 88,4 M€, ces recettes enregistrent une augmentation significative de 6,5 % par rapport aux montants 2006.

Les recettes sociales sont estimées à 72,5 M€ :

- 37,6 M€ au titre de l'aide sociale aux personnes âgées et handicapées, dont 15,5 M€ de versements de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) à concurrence de 10,3 M€ pour les compensations de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et 5,2 M€ de la prestation de compensation du handicap (PCH),
- 33,9 M€ au titre du R.M.I., soit des versements courants de T.I.P.P. de 28,9 M€ et 5,0 M€ de compensation exceptionnelle attendus du Fonds de mobilisation pour l'insertion reconduit pour la dernière fois en 2008.
- 1,0 M€ pour la prévention sociale et médico-sociale.

Pour les principales autres recettes prévues, peuvent être cités les recouvrements suivants :

- 6,9 M€, locations pour les gendarmeries (redevance bail emphytéotique)
- 1,3 M€, location de matériel - parc de l'équipement
- 1,0 M€, Fonds départemental pour la rémunération du personnel de restauration et d'internat
- 1,7 M€, recouvrements Direction des Routes et des Transports
- 1,6 M€, recouvrements Direction des Ressources Humaines

Recettes de fonctionnement (en M€)	CA 2006	BP 2007	OB 2008
Fiscalité :			
. Directe	252,0	259,2	265,4
. Indirecte	65,7	58,4	68,5
Droits de mutation	59,7	52,0	62,0
Taxe électricité	5,6	6,1	6,1
Taxe C.A.U.E	0,4	0,3	0,4
Produits du domaine, services , ventes :	5,6	5,3	8,9
dont Revenus et locations	4,3	5,6	8,2
dont Produits des participations	0,9	0,7	0,5
dont Revenus des valeurs mobilières	0,4	0,6	0,2
Dotations	122,4	126,8	127,8
. D.G.F.	118,6	121,0	123,8
. D.G.D.	3,8	5,8	4,0
Recettes sociales	67,3	70,8	72,5
dont A.P.A.	10,0	9,7	10,3
dont R.M.I.	35,3	34,0	33,9
Autres produits	58,6	33,2	37,0
dont résultat reporté	31,7	0,0	0,0
TOTAL	571,6	553,7	580,1

d) Evolution des recettes d'investissement pour année 2008

Hors les opérations de crédit revolving (46,8 M€) et de refinancement de la dette (20,0 M€) inscrites en recettes et en dépenses, ce poste s'établit à 165,7 M€ répartis entre dotations d'investissement, subventions, participations, diverses recettes et emprunt.

✓ **Les dotations d'investissement**

Les dotations acquittées par l'Etat sont versées a posteriori des investissements réalisés par la collectivité.

Au titre du fond de compensation de la T.V.A. (F.C.T.V.A.), la dotation la plus importante versée (en une fois et en année n+2), s'établit à 11,0 M€ au vu des dépenses d'investissement réalisées en 2006. Pour la dotation globale d'équipement (D.G.E.) versée par l'Etat en compensation partielle de l'aide à l'équipement rural acquittée par la collectivité, le produit s'élève à 1,5 M€.

Le versement attendu de la dotation d'équipement des collèges (D.D.E.C.) se monte à 4,0 M€ pour l'investissement scolaire.

✓ **Subventions, participations et autres recettes**

Les recettes les plus notables comprennent :

- 5,5 M€ : participations des partenaires aux infrastructures routières dont :
 - ↳ 0,8 M€ Etat,
 - ↳ 0,8 M€ Région,
 - ↳ 0,2 M€ Ville de Colmar (Rocade Ouest de Colmar),
 - ↳ 0,3 M€ Région (Bioscope),
 - ↳ 1,3 M€ participations Etat/Région (Giratoire RN 415 Heiteren),
 - ↳ Région 0,8 M€ (suppression du Passage à niveau 3 de Brunstatt).
- 4,3 M€ : recouvrement des prêts et créances.

- 4,0 M€ : versement de l'Etat dans le cadre de la délégation de la compétence logement.
- 1,1 M€ : versements de l'Etat et de l'Agence de l'Eau pour les travaux de rivières et la politique de l'eau.
- 7,9 M€ : reprise du provisionnement-obligation à terme OAT – effectué dans le cadre de l'emprunt obligataire.

✓ **L'emprunt**

Le niveau d'emprunt prévu s'élève à 125,0 M€, soit la reconduction de la souscription prévisionnelle du BP 2007.

L'emprunt doit partiellement couvrir le financement de nos programmes d'investissement, en complément des recettes propres et de l'autofinancement net dégagé sur la section de fonctionnement.

L'emprunt annuel neutre, c'est-à-dire dont le montant se traduit par une charge de remboursement en capital, s'estime à 24,6 M€ pour 2008.

Au 1^{er} octobre 2007, l'encours est égal à 210,8 M€.

Dans l'hypothèse d'une réalisation d'emprunt à hauteur de 50 M€ d'ici le 31 décembre 2007, l'encours atteindrait 248 M€ au 1^{er} janvier 2008, soit un niveau légèrement inférieur aux derniers exercices.

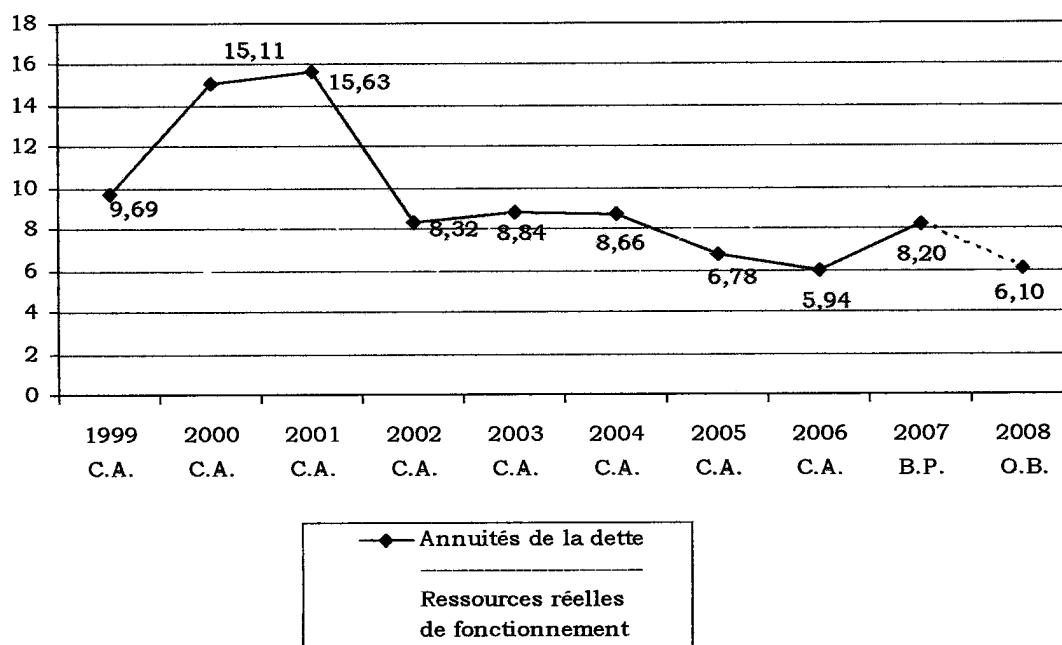
Au 1^{er} octobre 2007, le taux moyen de la dette s'affiche à 3,93 %.

La répartition des encours, par catégorie de taux est la suivante :

- 67,2 % de l'encours est à taux fixe
- 32,8 % à taux variables.

Sur la projection menée, le ratio (34,5 M€) « annuités/recettes réelles de fonctionnement » reste contenu autour de 6 % : ce niveau de ratio peut être considéré comme significatif d'une gestion prudente, préservant les marges de manœuvre.

Ressources mobilisées



III. ORIENTATIONS DES DEPENSES

a) Les dépenses

Les dépenses d'aide sociale sont en augmentation, ainsi que les dépenses liées à la Décentralisation Acte II (personnels TOS et DDE), avec une compensation insuffisante de l'Etat.

A ce stade de nos travaux et des réflexions menées dans le cadre des commissions thématiques, le projet du budget pour 2008 avoisine les 812,7 M€ en recettes (sur la base d'un volume prévisionnel d'emprunt identique à celui du BP 2007), soit une progression de 4,5 % par rapport au BP 2007, et 848,3 M€ en dépenses (soit une hausse de 9,1 % par rapport au BP 2007) d'où une « impasse » de près de 36 M€.

Les orientations de dépenses s'élèvent à 848,3 M€, en progression de 9,13 % par rapport au BP 2007.

✓ Les dépenses de fonctionnement

En progression de 8,73 %, elles s'élèvent à 498,4 M€.

Le budget de la solidarité, avec 270,8 M€ est en progression de 6,9 %, il représente 54 % des dépenses. Le poids des allocations services aux bénéficiaires (APA, ACTP, PCH) équivaut à 40 % des dépenses. Une dépense de 46,5 M€ (+8%) est prévue pour le paiement du RMI.

Les dépenses de personnel sont prévues à hauteur de 83,6 M€ (+18,7%), dont 56,7 M€ hors décentralisation.

En effet, 2008 enregistrera une nouvelle progression de la masse salariale liée à la poursuite de l'acte II de la décentralisation :

- 5,7 M€, pour la prise en compte des nouvelles options des personnels techniques, ouvriers et de service des collèges (TOS : 21 personnes), et la prise en charge des personnels de la Direction Départementale de l'Équipement (DDE : 175 personnes) ayant opté pour le Département,
- 1,6 M€, pour la mise à disposition d'effectifs dédiés de 33 personnes représentant 30,5 équivalent temps plein (ETP) à la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH),
- 1,4 M€, pour la reprise en gestion directe par le Département du service social gérontologique issu de l'association APA, soit 52 personnes en principe. Les subventions qui étaient versées jusqu'à présent à divers organismes sont minorées à due concurrence.
A périmètre constant, les dépenses de personnel prévues en 2008 enregistrent une augmentation de 3,8 M€ (5,4 %) par rapport au BP 2007.

✓ Les dépenses d'investissement

Les orientations de dépenses s'élèvent à 349,8 M€, en progression de 9,7 % par rapport au BP 2007.

Hors les opérations financières projetées à 92,7 M€, dont 66,8 M€ prévus en dépenses et en recettes pour les crédits revolving et le refinancement de la dette, les dépenses prévisionnelles d'équipement direct et d'aide à l'investissement des tiers s'élèvent à 257,1 M€.

Les dépenses les plus marquantes sont les suivantes :

- 72,9 M€ pour les infrastructures routières, en augmentation de 7,2 M€ avec notamment d'une part la poursuite des déviations de Wintzenheim, Héringue, Aspach et la desserte du Bioscope, et d'autre part l'engagement d'opérations telles que la suppression du passage à niveau 3 à Brunstatt, la rocade Ouest de Colmar (nouvelle section) et le carrefour de Riesdisheim.
- 32,9 M€ pour les collèges dont 16,1 M€ pour les constructions neuves, qui concernent notamment les établissements de Buhl, Burnhaupt et Illzach.
- 18,5 M€ pour les bâtiments départementaux qui enregistrent une progression de 36 % ; avec 3,7 M€ pour les bâtiments administratifs, 5,0 M€ pour les travaux des gendarmeries de Dannemarie, Rouffach, Wittelsheim, la fin des études pour les locaux du Peloton de montagne de Munster, 3,5 M€ pour les propriétés départementales mises à disposition telles les Dominicains de Guebwiller, le domaine de Wesserling et la Maison éclusière de Hirtzfelden.
- 29,1 M€, pour l'environnement et le cadre de vie, soit 5,0 M€ de crédits de paiement supplémentaires par rapport à 2007. Les financements de la déviation Liesbach/Denschengraben à l'aéroport de Bâle-Mulhouse et du début des travaux de l'usine d'incinération du syndicat mixte du secteur 4 à Aspach-le-Haut, sont prévus.

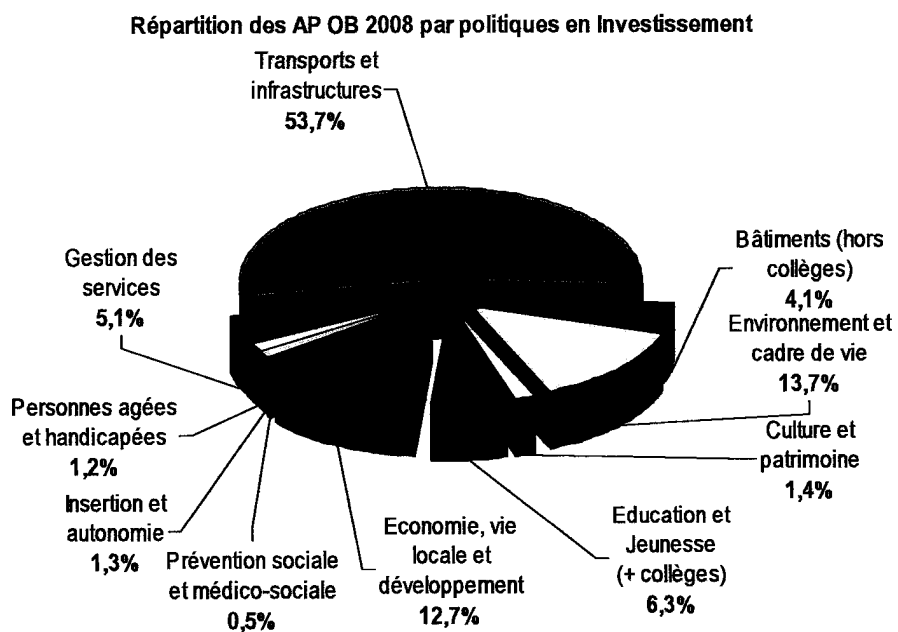
b) La coopération interdépartementale Haut-Rhin / Bas-Rhin

A nouveau, les Présidents et Vice Présidents des Conseils Généraux du Haut-Rhin et du Bas-Rhin se sont réunis le 17 septembre 2007 pour poursuivre et renforcer leur coopération, fixer des objectifs communs pour 2008, et au-delà. Pas moins de trente actions pour faire progresser la coopération au quotidien ont été projetées. Un rapport commun (joint) est soumis aux deux Assemblées départementales dans le cadre de leur session budgétaire respective consacrée aux orientations budgétaires.

c) Approche de l'équilibre global

✓ **Situation des Autorisations de Programmes**

BP 2007	OB 2008
320,4 M€	304,6 M€ soit - 4,9 %



Reste à financer AP existantes au 31.12.2007 (hors DM2)	AP nouvelles 2008	Total AP	Crédits de Paiement OB 2008
993,8 M€	304,6 M€	1298,4 M€	257,1 M€
			<i>PM 2007 : 220,7 M€</i>

✓ **Recherche d'équilibre du Budget Primitif 2008**

Equilibre global et grandes masses des orientations budgétaires 2008 :

	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Fonctionnement	- 498 486 383,78	+ 580 119 290,06	+ 81 632 906,28
Investissement	- 349 879 546,60	+ 232 559 864,86	- 117 319 681,74
TOTAL	- 848 365 930,38	+ 812 679 154,92	- 35 686 775,46

EQUILIBRE	BP 2007 M€	OB 2008 M€	Variation M€	Variation %
Fonctionnement				
- Recettes	553,3	580,1	+26,8	+4,8 %
- Dépenses	458,4	498,4	+40,0	+8,7 %
Marge brute d'autofinancement	94,9	81,7	-13,2	-13,9 %
Investissement				
- Recettes (hors emprunts et Crédits Revolving et refinancement de la dette.)	30,5	40,7	+10,2	+33,4 %
- Dépenses (hors Crédits Révolving et refinancement de la dette)	250,4	283,0	+32,6	+13,0 %
Besoin de financement	125,0	160,6	35,6	+28,5 %
Produit des emprunts	125,0	125,0	0,0	+0,0 %

Reliquat

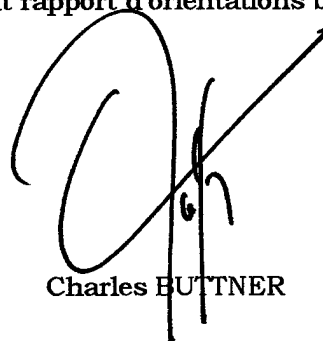
-

35,6

Pour parvenir à l'équilibre budgétaire, un travail d'arbitrage devra être engagé dans la perspective du Budget Primitif.

En premier lieu, il convient de préserver un bon niveau d'autofinancement en maîtrisant nos dépenses de fonctionnement, avec une fiscalité directe maîtrisée. Les crédits d'investissement doivent quant à eux être inscrits en fonction du déroulement effectif des actions et des probabilités de leur paiement, qu'il s'agisse d'équipements directs ou des aides aux tiers.

Je vous prie de bien vouloir prendre acte du présent rapport d'orientations budgétaires pour l'exercice 2008 et vous invite à en débattre.



Charles BUTTNER